

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

19<sup>ème</sup> année - N° 3407 - Lundi 10 Juin 2019 - Prix : 200 Fc

COOPÉRATION FRANÇAISE

## “Facilité Emploi”, le projet écologique du milieu rural



LIRE SUITE PAGE 3

Participants à la signature de la convention AFD pour l'emploi

VŒUX DE L'EID POUR L'OPPOSITION

### Après la trêve du Ramadan, le Cnt se réorganise

LIRE PAGE 3

Prières aux heures officielles  
Du 1er au 05 Juin 2019

Imsak: 04h 53mn  
Lever du soleil:  
06h 20mn  
Coucher du soleil:  
17h 49mn  
Fadjr : 05h 08mn  
Dhouhr : 12h 09mn  
Ansr : 15h 04mn  
Maghrib: 17h 52mn  
Incha: 19h 06mn



Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

## TÉLÉCOMMUNICATION

# Les nouvelles offres de Telma pour les vacances

*A l'approche des vacances, la société Telma a profité de cette occasion pour lancer ses nouvelles offres. Avec le nouveau Telma Maxi Rahisi, le client bénéficie d'un appel illimité vers tous les numéros de Telma Comores, de 8h max vers Huri ou 3h max vers Only Mayotte et 30 Go de Data.*

Le deuxième opérateur de la téléphonie mobile aux Comores tape fort. A l'occasion des grandes vacances, la société Telma Comores a lancé ses nouvelles offres et ils mettent le paquet pour que les comoriens puissent profiter du meilleur de la téléphonie et du numérique. Avec son nouveau

Maxi Rahisi 15 000 FC, le client peut profiter des appels illimités vers tous les numéros de Telma Comores, de 8h max vers Huri ou 3h max vers Only Mayotte et 30 Go de Data. Plus incroyable encore, les nouvelles offres de Telma vous permettent de rester connecté sans limite. Pour les offres Telma Net, avec 500 FC, l'utilisateur aura droit 500 Mo pour une validité de 24h, 1000 FC pour 1 Go et 2000 FC pour 3 Go pour une validité de 7 jours.

Pour 5000 FC, le comorien aura droit à 10 Go pour une validité de 30 jours et 10 000 FC pour 30 Go pour une validité de 30 jours. Le gros lot reste l'offre Telma Net de 15 000 FC. Pour une validité de 30



Telma lance ses nouveaux produits

jours, les clients de Telma auront droit à 60 Go ! Imbattable sur le marché. « Notre objectif est de satisfaire nos clients et c'est ce

qu'on fait depuis qu'on est là, avance Stephan Aboutoihi, chef du département du marketing et commerciale de Telma Comores.

Aujourd'hui, avec ses nouvelles offres, nos clients peuvent surfer à la vitesse 4G partout aux Comores ».

La société Telma Comores a profité aussi de cette occasion pour lancer des promotions sur leurs mobiles jusqu'à 50% de réduction sur leur gamme de mobile. Pour le partage de connexion avec les amis, la société Telma Comores a fixé la clé 4G à 10 000 FC, un prix exceptionnel avec 2 Go de Data offert. Pour les séries, films et événement sportifs, la box 4G by Telma est à seulement 20 000 FC avec 7 Go inclus.

MY

## PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS (ONU-HABITAT)

# L'innovation pour une meilleure qualité de vie dans les villes et les collectivités

*Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a tenu sa toute première session de l'Assemblée de l'ONU-Habitat à son siège à Nairobi, au Kenya, du 27 au 31 mai 2019.*

Cette première session s'est réunie sous le thème «Innovater pour améliorer la qualité de la vie dans les villes et les communautés» et a pris d'importantes décisions concernant l'agenda mondial de l'urbanisation durable et rassembler tous les acteurs concernés, y compris les gouvernements nationaux et locaux, les entreprises et société civile.

Le sous-thème de la réunion «Mise en œuvre accélérée du nouvel agenda urbain pour la réalisation des objectifs de développement durable» met davantage l'accent sur les priorités stratégiques relatives

à la mise en œuvre du nouvel agenda urbain, adoptées à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable. Développement (Habitat III).

Les principaux points à l'ordre du jour de l'Assemblée ont concerné la Création du Bureau exécutif et élection de ses membres; Examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du nouveau programme urbain; approbation du Plan stratégique ONU-Habitat 2020-2025; et Adoption de résolutions pertinentes, y compris une déclaration ministérielle de Nairobi sur le thème de l'Assemblée avec des engagements concrets d'action.

Les délégués ont élu Martha Delgado Peralta, Mexique, présidente de l'Assemblée, ainsi que les vice-présidents régionaux, membres du Conseil exécutif et autres membres du bureau,

et ont adopté l'ordre du jour et le règlement intérieur de la réunion.

Dans son discours d'ouverture, Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, a souligné que le monde "est actuellement mal préparé pour planifier efficacement l'urbanisation rapide", appelant à une coopération internationale pour remplir le mandat d'ONU-Habitat.

Fernando Coimbra (Brésil), président du Comité des représentants permanents, ainsi que le directeur exécutif Sharif, ont rendu compte des activités de l'ONU-Habitat au sujet des activités d'ONU-Habitat, notamment des progrès réalisés dans la mise en œuvre du nouvel agenda urbain et du programme de travail à l'horizon 2030.

Cinq événements ont eu lieu sur la scène de la ville, soulignant: l'avenir de la narration; des partenariats avec

des universités pour tirer parti des innovations locales; énergie durable pour les communautés urbaines et outils d'action pour la politique urbaine; gouvernance innovante dans les politiques de logement public; et le logement résilient pour atteindre des communautés résilientes.

Deux conférences de presse ont été consacrées à la campagne Waste Wise Cities et au programme participatif d'amélioration des taudis. En outre, deux événements du centre de presse ont été consacrés aux villes intermédiaires et à la réduction des inégalités

sociales et spatiales au Maroc, ainsi qu'à des moyens novateurs d'atteindre l'ODD 11.

L'assemblée a accueilli en outre son segment de haut niveau. La séance d'ouverture a été marquée par la déclaration de: Uhuru Kenyatta, président du Kenya. Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat, et Martha Delgado Peralta, Présidente de l'UNHA 1, ont également prononcé des allocutions. L'Assemblée a achevé ses délibérations en adoptant une déclaration ministérielle, cinq résolutions et une décision visant à promouvoir

une urbanisation durable.

Lors de la séance plénière de clôture, les délégués ont adopté le projet de rapport et les travaux d'UNHA 1 ainsi que le rapport de la première réunion du Conseil d'administration. Dans ses remarques de clôture, la Directrice exécutive Sharif a annoncé que «ONU-Habitat est de retour» et a félicité l'Assemblée pour avoir mené à bien ses travaux, notant que 21 pays s'étaient engagés à verser 152 millions USD pour soutenir la mise en œuvre de la NUA.

Mmagaza



Lors de l'arrivée du Président Kenyatta



### Avis de recrutement

La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France au nom de la Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer à travers la coopération régionale au développement durable de ses Etats membres.

Si vous êtes motivés et prêts à relever des défis, la COI, pour son **Unité Veille Sanitaire - Réseau SEGA**, est à la recherche d'un expert :

#### - Epidémiologiste de terrain

Le dossier d'appel à candidatures peut être obtenu comme suit :

- Téléchargement à travers le site internet de la COI ([www.commissionoceanindien.org](http://www.commissionoceanindien.org))
- Au Département des Ressources Humaines à l'adresse e-mail suivante : [rh@coi-ioc.org](mailto:rh@coi-ioc.org)
- Au Secrétariat général de la COI à l'adresse ci-dessous.

La date limite de dépôt de candidature est fixée au **10 juin 2019 à 16h00** (heure de Maurice).

Blue Tower, 3ème étage, Rue de l'Institut, Ebène, Maurice  
Tél: (+230) 402 61 00  
Fax: (+230) 465 63 03  
[secretariat@coi-ioc.org](mailto:secretariat@coi-ioc.org)  
[www.coi-ioc.org](http://www.coi-ioc.org)

## COOPÉRATION FRANÇAISE

## "Facilité Emploi", le projet écologique du milieu rural

*C'est dans les locaux du Ministère des Finances et du Budget qu'a lieu la signature de la convention de subvention le Mardi 4 Juin dernier dans le cadre du Projet "Facilité Emploi" financé par l'Agence Française de Développement (AFD). Un projet qui a pour objectif de contribuer aux enjeux du développement durable à travers le développement économique, le bien-être social et la réduction des déséquilibres sociaux, la lutte contre le changement climatique et autre en mettant l'accent dans la création d'emploi dans les milieux ruraux.*

Financé à hauteur de 4 millions d'Euros soit 2 milliards de francs comoriens, le projet "Facilité Emploi" financé par l'Agence Française de Développement a pour premier objectif la création d'emplois chez les jeunes. Portant l'importance de ce projet, Said Ali Said Chayhane a rappelé la promotion de la France dans l'épanouissement de l'emploi des jeunes et sa contribution à la croissance économique à travers ce projet. Le ministre a encore montré que l'Etat Comorien s'est fixé comme défi majeur « à trouver des solutions durables au chômage des Jeunes ». Pour sa part, l'Ambassadrice de France en Union

des Comores, Mme Jacqueline Bassa-Mazzoni a précisé que la Coopération française va appuyer les Comores dans différents secteurs productifs afin de « dynamiser le tissu économique » de l'archipel.

« Proposer une facilité d'accompagnement fondée sur la création d'emploi doit permettre de soutenir la dynamique d'accès au marché et à l'activité », a-t-elle avancé dans son allocution au cours de laquelle, elle précise que cet accompagnement « s'inscrit en parfaite synergie des aides françaises déjà fléchées aux Comores ». Citant entre autre les projets soutenus par l'AFD dans l'appui au financement du secteur productif en soutien aux acteurs de l'inclusion financière comme les Sanduk, les Meck et la Banque Centrale, la diplomate a expliqué qu'il s'agit d'un moyen pour développer et faciliter l'octroi de crédits à destination des TPE (Très Petites Entreprises) et PME (Petites et Moyennes Entreprises) pour assurer leur pérennité.

Cette signature effectuée devant la directrice de la formation professionnelle, Mme Asmine Mohamed Said et de plusieurs cadres de la Maison de l'Emploi, marque une étape importante dans le projet "Facilité Emploi". Dans un communiqué de presse, il est détaillé qu'une partie du financement soit 2,5 millions à peu près plus de 1



Le ministre des finances et l'ambassadrice de France après signature

milliards de francs comoriens alimentera une facilité de subvention en soutien au secteur primaire comorien et la création d'activités professionnelles en milieu rural pendant que l'autre partie sera destinée à renforcer les capacités en matière de maîtrise d'ouvrage, coordination et gestion de projet.

Sur ce Mme Jacqueline Bassa-Mazzoni explique que le but est de proposer une facilité de financement des Organisations de la Société Civile pour la dynamisation

d'activités économiques rurales, le soutien des activités rurales d'agro-transformation et de conservation « afin de contribuer à l'émergence de filières de vente de produits locaux ». Comptant sur le succès de ce projet, les deux parties ont précisé que cette convention semble bien importante pour influencer la croissance de l'économie nationale. Elles attendent alors un complément sur les besoins essentiels ruraux, la nécessité d'intégrer les femmes dans l'activité économique

et extraire de toutes les parties les synergies au service des populations rurales. « Il convient donc d'optimiser les chaînes de valeur, de professionnaliser les acteurs, de les appuyer dans la modernisation de leurs outils de production et dans l'amélioration de la qualité et du potentiel de leurs produits », insiste l'Ambassadrice.

A.O Yazid

## VŒUX DE L'EID POUR L'OPPOSITION

## Après la trêve du Ramadan, le Cnt se réorganise

*Recevant à Ntsoudjini les vœux de l'Eid el fitr, Mouigni Baraka Said Soilihi, président par intérim du Conseil national de transition (Cnt) promet de passer à l'offensive. Une grande marche pacifique est prévue dans les jours à venir afin de démonter au président Azali qu'il est « minoritaire ».*

Vendredi dernier, 72h après la fête de l'Eid Elfitr marquant la fin du ramadan, Mouigni Baraka Saïd Soilihi en tant que président du Conseil national de transition (cnt) reçoit à Ntsoudjini sa ville natale, les vœux de ses amis, militants et sympathisants de l'opposition. Une occasion pour lui d'annoncer les actions que le bureau du Cnt entend entreprendre incessamment. D'après lui, un travail d'installation des coordinateurs dans les régions de Ngazidja devait commencer dès hier dimanche. « C'est un excellent travail qui nous permettra d'annoncer le jour où nous allons tenir un grand rassemblement pacifique pour démontrer au monde que nous sommes majoritaires, alors que Azali lui, est minoritaire » lance-t-il en tant que président par intérim du Cnt.

Et cet ancien gouverneur de Ngazidja, un des 11 candidats à la présidentielle de mars dernier regroupés au sein du Cnt, de solliciter l'autorisation de cette prochaine manifestation. « Si Azali se croit réellement élu par la majorité alors il doit nous laisser manifester d'un côté, et ceux qui le soutiennent de manifester de l'autre côté, pour que l'opinion constate qui est réellement majoritaire dans ce pays ». Et pour illustrer ses propos, Mouigni Baraka rappelle que le jour de son investitu-

re aucun Président étranger n'a fait le déplacement. Même celui de Madagascar, pays voisin, alors qu'Azali avait assisté à son installation ».

Le chef de l'opposition se défend en estimant n'avoir aucun problème personnel avec Azali Assoumani, mais plutôt en tant que citoyen « contrarié par les actes posés par celui qui est rejeté par la majorité des comoriens », car poursuit-il, ces derniers « veulent des élections libres et transparentes pour

que celui qui est censé parler en leur nom dans le concert des nations partout où il se trouve en tire fierté ».

Dans son discours de remerciement, Mouigni Baraka rend hommage à la diaspora pour ses différentes manifestations. « Continuons sans violence » recommande le président par intérim du Cnt. Un peu avant ce discours, un notable de la région de Oichili avait justifié le refus des comoriens envers le régime actuel par le fait que le président Azali est boycotté même dans les mosquées.

Pour lui c'est un signe de désaveu. Mouigni Baraka avait tenu à préciser que les 11 candidats de l'opposition se sont faits représentés dans cette rencontre.

Ibnou M. Abdou



Le président du CNT recevant des délégations des régions

**La Gazette des Comores**  
**Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssouf  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Faïza Soule Youssouf  
 Binti Mhadjou  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
**Chronique Sportive**  
 B.M. Gondet  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
 www.lagazettedescomores.com  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## CULTURE

## Jetcn appelle à une culture émergente

C'est au cours du concert de ComoStyle qui a lieu le deuxième jour de l'Eid à l'Al-Camar que l'ancien rappeur comorien, Nasser Rachadi alias Jetcn est revenu sur l'importance des rappeurs comoriens à changer de comportements. Devant une salle pleine, Jetcn a rappelé que partout dans le monde la culture est subventionnée excepté aux Comores. Selon lui, le comportement négatif des artistes, avec des textes qui camouflent la réalité du pays serait la principale cause de ce rejet.

« Aux Comores, tous les domaines ont du soutien de l'Etat sauf la musique, notre style plus précisément », c'est par ces mots que Nasser Rachadi alias Jetcn commence pour appeler à une culture émergente avec plus de subvention des artistes. Ce dernier précise que c'est à cause du comportement, des textes qui parlent masquent la réalité et qui parlent d'armes, de drogue, de sexe et de tous les maux du genre qu'il n'y a pas de subvention. « Battons-nous pour notre musique comme l'on fait ce soir (Ndlr : le soir du concert) ComoStyle », a-t-il lancé. Le plus important pour lui, c'est que dans l'avenir « tous ceux

qui font du rap » dans l'archipel « le fassent en donnant de l'importance à leurs textes » comme AST, Cheikh Mc pour ne citer qu'eux le font dans leurs morceaux respectifs.

« Les artistes doivent chanter les maux que nous traversons, ils doivent clamer la réalité comorienne », a dit le cadreur du Ciné Ast, Dany Comoriano de passage dans à La Gazette des Comores. Pour Jetcn, le temps est au rendez-vous car tout semble être soutenu par cette politique de l'émergence. « Tout sauf les artistes », a-t-il lancé avant de démontrer qu'avec une nouvelle dynamique et un peu de volonté de faire mieux, tout peut être possible. Jetcn appelle tous les jeunes talents du milieu Hiphop à faire autant car il semble impressionné que le duo ComoStyle frappe avec des titres bien construits avec un fond de message : un album bien structuré comme dirait l'autre.

Produire un vrai message qui sera loin de l'utopie, rester dans une réalité, éviter de parler de ce que le

pays ne connaît pas, en gros "être réaliste" dans les propos tel est le message qu'il a lancé au public et tous les fanatiques du Hiphop. L'auteur de "Cataleya" et "Suicide-ère" est convaincu qu'il est temps que les autorités soutiennent la musique en particulier et la culture dans un contexte un peu plus général. Mais il accuse la mauvaise production artistique notamment au niveau des textes qui selon lui ne suscitent pas un soutien car de plus en plus agressifs. Le moment est venu, selon lui, pour que le rap ait une autre dimension avec la politique de l'émergence. Jetcn Balacier dit être conscient qu'avec un peu de volonté positive, les autorités ne ménageront aucun effort pour soutenir le milieu de la culture comme c'est fait avec les autres domaines comme le sport, l'émancipation de la femme ou la nouvelle vision de la politique.

A.O Yazid



Jetcn Balacier

**Proverbe du jour**  
**Le visage est le miroir du cœur**

### UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère des Finances et du Budget

Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4)

Réf. N°2019/008/ RCIP4 /AMI/Lois

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'une firme ou un consortium de firmes pour :

« Appuyer le Gouvernement dans l'élaboration du cadre juridique requis pour la croissance de l'e-business aux Comores »

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement additionnel dans le cadre de la quatrième phase du Programme régional d'infrastructures de communication pour l'Afrique (RCIP-4) (IDA-D3820) de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Don pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif à l'« Appuyer le Gouvernement dans l'élaboration du cadre juridique requis pour la croissance de l'e-business aux Comores ».

#### 1. Objectif de la mission

L'objectif de la mission est donc :

- D'appuyer le Gouvernement avec la préparation et la finalisation des projets de textes, ainsi que faciliter l'adoption et la mise en œuvre des trois lois déjà initiées : (i) e-commerce, (ii) monnaies électroniques, et (iii) transactions électroniques ;
- D'élaborer un plan d'action, par étapes, décrivant les lois essentielles pour la croissance d'économie numérique aux Comores et identifier des lois prioritaires, en particulier pour le lancement d'un nouveau programme d'e-gouv et le développement du e-commerce.

#### 2. Travaux à faire

Dans le cadre de la mission, le consultant (cabinet) aura à réaliser les travaux suivants:

- (i) Evaluation du cadre juridique existant et des projets de textes déjà élaborés (ii) Définition des grandes lignes directrices du cadre juridique requis, basé sur les meilleures pratiques internationales et régionales (adaptées au contexte

- local), (iii) Préparation et finalisation des projets de textes (lois et textes d'application) (iv) Renforcement des capacités.

#### 3. Profil du consultant

La mission sera confiée à une firme ou à un consortium de firmes. Le consultant devra démontrer une expérience internationale avérée dans l'étude et l'élaboration de cadre juridique pour le E-Business. Il devra réunir une équipe d'experts possédant aussi bien une expertise technique que juridique par rapport aux thèmes à l'étude.

Les consultants intéressés doivent disposer d'une expérience d'au moins 10 ans et fournir les (i) références concernant l'exécution de contrats analogues, (ii) expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, (iii) disponibilité du personnel, ainsi que toutes autres informations complémentaires. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet

2017). La méthode de sélection est la « Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût (SFQC) ».

L'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir sur la liste restreinte. Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

Les consultants intéressés peuvent demander des informations en nous contactant à l'adresse mentionnée ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard **le 13 juin 2019 à 14 h 00 (heure locale)**. Adressé à :

« **Manifestation d'intérêt Réf N°2019/008 / RCIP4 / AMI / Lois- Intituler Le libellé** », Bureau de gestion de projet RCIP-4. Moroni Coulée, Logement N°ZE 27, BP: 6988-Moroni-Tél (269) 773 99 00, email : rcip.procure@gmail.com Lancé le 30 mai 2019

## CULTURE

## Blackomoriano, une étoile derrière la camera

Connu dans le milieu Hiphop comme étant un des meilleurs talents, Ahamada Dhilkamal alias Blackomoriano s'est jusqu'ici focalisé sur la caméra et devient donc une star "invisible". A l'occasion du Tilawat-al Coura'an qui a eu lieu pendant le mois de Ramadan jusqu'au 03 juin, ce natif de Chouani qui s'est battu pour le déroulement de cet événement, a été décoré par les autorités de l'Etat au titre de meilleur réalisateur.



Ahamada Dhilkamal alias Blackomoriano s'est battu corps et âme pour l'organisation du concours de récitation du Cora'an, Tilawat-al Coura'an. Réalisateur et formateur des formateurs à l'Office de la Radio et Télévision des Comores (ORTC), Blackomoriano a eu les honneurs du ministre de l'Information, Mohamed Daoudou, qui lui a remis une attestation de mérite pour avoir été non seulement à l'origine de ce concours mais aussi pour la diffusion en direct sur les ondes de l'ORTC de cet événement qui a

réuni plusieurs personnalités et candidats. Blackomoriano se félicite de dit heureux d'avoir pu contribuer à un tel événement. « J'ai toujours été dans le domaine du multimédia mais surtout dans le rap, je suis rappeur. J'organise des concerts, je réalise des clips, mais là je me suis rendu compte qu'il y'a bien d'autres domaines qui peuvent attirer un bain de foule », m'a-t-il dit la veille du premier soir du Tilawat qui a lieu à l'Al-Camar.

Ses grandes performances, c'est derrière la caméra. Bien que devant un micro, Blackomoriano démembre les lyrics et tue les flows, depuis son retour aux Comores en 2011 après presque sept bonnes années au Royaume du Maroc, le natif de Chouani s'est consacré à la vidéo. Réalisateur à Fale City Label et à l'ORTC, ce père d'une fille est de plus en plus novateur. Dans ses clips vidéos, il insère "sa signature" visuelle confectionnée d'effets

spéciaux magiques. A la tête de l'équipe qui a réalisé la cérémonie de prestation de serment d'Azali Assoumani le 26 mai dernier, son travail est d'une grande vitalité et est reconnu de tous.

Bien connu jusqu'ici dans le milieu Hiphop notamment à travers ses morceaux dans le Rap, Black comme on l'appelle communément fait partie des anciens dans le domaine. Sur la scène depuis le début des années 2000 avec le groupe Skadron de Mic (SKM), Black est parti en 2004 au royaume chérifien, d'abord une licence en Droit avant de se relancer dans le Hiphop en créant le groupe Haute Tension Sound (HTS) avec des Comoriens dont Lil'Simba, Don Brello, Djad Killah, El-Papé et d'autres jeunes rappeurs de l'époque. Après la sortie d'un mixtape avec la HTS, Black lance ses compatriotes le collectif Drum's Ndziro avant de créer en parallèle avec des amis marocains le Fès City Clan. Une carrière qui s'annonce bien que fleurissant dans ce collectif où il est le seul noir. Le jeune talent avec ses tresses fait le tour du Maroc puis celui de

l'Afrique avant de partir conquérir l'Europe notamment en Espagne, Belgique, Norvège, Luxembourg, France... avec son titre de référence "Appelle moi Black" puis une première partie d'un concert de Booba en 2007, Un duo avec Ticken Djafakoly au festival Mawazin en 2008.

De retour au bled en 2011, Black se lance d'abord dans la musique où il a fait plusieurs scènes dont le Classico Tour, la première partie de la Sexion d'Assaut au stade de Moroni et celle de Matt Houston au foyer des femmes. Jeune père d'une fillette de 2 ans, Black se joint à Djamil alias Dja O Mic et leurs amis de toujours pour lancer le studio Fale City qui devient quelques temps plus tard un label.

Entre l'ORTC où il est présentateur de l'émission "Djimbo 100% hits" et le label, Black s'est engagé pleinement dans la vidéo et, est compté aujourd'hui parmi les réalisateurs de grand renom des Comores.

A.O Yazid

## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

### Ministère des Finances et du Budget

Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4)

Réf. N°2019/03/Comorsol/MOD

#### SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

« Appel à Manifestation d'Intérêt pour le Recrutement d'un Cabinet de Conseil international pour une mission de Maitrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) pour le Secteur Electrique Comorien dans le cadre du projet COMORSOL » aux Comores.

##### 1. Contexte

Le Gouvernement de l'Union des Comores (GdC) a sollicité un financement de la Banque Mondiale, dans le cadre du projet Comorsol d'un montant de 30 millions de US\$, et dont les principaux objectifs sont (i) la mise en œuvre du Schéma Directeur de l'Energie de l'Union des Comores par une Maitrise d'Ouvrage Déléguée (MOD), (ii) l'accompagnement du développement de la production photovoltaïque (PV) sur les 3 îles tout en garantissant la stabilité des systèmes électriques par l'installation de stockages d'énergie sous forme de batteries et la modernisation des réseaux de distribution, et (iii) la pérennisation des investissements via la mise en place d'un Plan de Protection des Revenus sur les 3 îles et d'un programme de renforcement des capacités techniques et institutionnelles. Le GdC souhaite utiliser une partie du budget pour le « Recrutement d'un Cabinet de Conseil international pour une mission de Maitrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) pour le Secteur Electrique Comorien dans le cadre du projet COMORSOL » aux Comores.

##### 2. Objectif de la mission

La MOD aura pour objectif de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour réaliser les ouvrages structurants du secteur de l'électricité. Ainsi, la MOD assurera la planification et l'exécution des investissements décidés par le Gouvernement de l'Union des Comores dans le Schéma Directeur de l'Energie. Ils concerneront notamment la réhabilitation des centrales actuelles, la construction en cours de la nouvelle centra-

le thermique de Voidjou (HFO) et l'ensemble des projets à venir comme la construction de nouvelles centrales de production et microhydraulique, la construction de stockages d'énergie sous forme de batteries, la modernisation et le développement des réseaux, la mise en œuvre d'un programme de protection des revenus et d'une politique d'efficacité énergétique.

Le GdC, en tant que Maître d'Ouvrage principal, donnera mandat à la MOD pour exercer en son nom et pour son compte les responsabilités et prérogatives nécessaires à la réussite de sa mission.

##### 3. Mission de la Maitrise d'Ouvrage Déléguée

Les missions assignées à la MOD se regroupent en huit catégories. La MOD rend compte de l'exécution de son mandat tout au long de l'avancement des projets et de sa réalisation dans les conditions fixées par le contrat. La mission de la MOD portera sur les éléments suivants :

- Mise en œuvre de l'ensemble des projets du Schéma Directeur de l'Energie du pays ;
- Réalisation d'études techniques (incluant l'élaboration du Schéma directeur du pays) ;
- Passation des marchés, sélection des entrepreneurs et signature des contrats (EPC et PPA), en incluant les aspects juridique et réglementaire ;
- Suivi de l'exécution des projets ;
- Gestion des aspects environnementaux et sociaux ;
- Gestion financière, comptable et administrative des contrats ;
- Mobilisation des financements pour le développement de la production d'énergie solaire (photo-

voltaïque) ;

h) Formation et renforcement des compétences.

##### 4. Profil du Consultant

La mission sera confiée à un Cabinet de Conseil international qui devra démontrer (i) une expérience internationale avérée comme Maitrise d'Ouvrage Déléguée, pour a minima 3 projets complexes dans des pays d'Afrique Subsaharienne et (ii) une expertise couvrant toutes les disciplines associées à la mise en œuvre du Schéma Directeur de l'Energie du pays incluant notamment la réhabilitation des centrales actuelles, la construction de nouvelles centrales de production thermique, PV et micro hydraulique, la construction de stockages d'énergie sous forme de batteries, la modernisation et le développement des réseaux, la mise en œuvre d'un programme de protection des revenus et d'une politique d'efficacité énergétique.

Il devra réunir une équipe d'experts possédant a minima une expertise en coordination de projets, en passation de marchés, en gestion administrative, financière et comptable, en gestion environnementale et sociale, en supervision de travaux dans le secteur de l'énergie, dans les systèmes électriques, les réseaux de distribution, la production thermique et PV et le stockage d'énergie sous forme de batteries. Les membres de l'équipe devront posséder une très bonne maîtrise du français à l'oral comme à l'écrit. L'ensemble des livrables sera rédigé en français.

##### 5. Durée de la mission

La mission est prévue pour une durée de trois ans en 2 phases (1 an + 2 ans). La phase numéro 2 sera déclenchée à la fin de la 1ère phase, sous réserve de l'atteinte des objectifs fixés.

La bonne réalisation de la mission nécessitera la présence permanente d'une partie de l'équipe aux Comores pendant toute la durée de la mission.

##### 6. Manifestation d'Intérêt

Les Cabinets de Conseil internationaux intéressés devront fournir (i) des références concernant l'exécution de missions analogues, (ii) des justificatifs d'expériences antérieures pertinentes pour cette mission, (iii) des garanties de la disponibilité du personnel, ainsi que (iv) toutes autres informations complémentaires jugées pertinentes.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2018). La méthode de sélection est la « Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût (SFQC) ».

L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir sur la liste restreinte. Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par courrier ou email, aux adresses mentionnées ci-dessous, au plus tard le **27 juin 2019 à 14 h 00 (heure locale)**.

##### Par courrier :

Monsieur le Coordonnateur du projet RCIP4 & Comorsol

« Appel à Manifestation d'Intérêt N°2019/03/Comorsol/MOD – Recrutement d'un Cabinet de Conseil international pour une mission de Maitrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) pour le Secteur Electrique Comorien dans le cadre du projet COMORSOL ».

Bureau de gestion de projet RCIP-4. Moroni Coulée, Logement N°ZE 27, Comores

Par email : comoresol.procure@gmail.com

Le Bureau de gestion de projet est également joignable par téléphone au (269) 773 99 00.

PARCOURS MIGRATOIRE, MOBILISATION TRANSNATIONALE ET EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT VILLAGEOIS AUX COMORES

## Migrants et descendants de migrants à l'épreuve de l'engagement solidaire (1ère partie)

Phénomène sociodémographique des plus anciens, les migrations sont encore aujourd'hui au centre des grandes préoccupations, tant pour les pays d'accueil que pour ceux de départ. Nombreux à la recherche d'emplois, d'éducation ou pour fuir un environnement défavorable, quittent leurs territoires à la recherche d'un ailleurs meilleur ou protecteur. Les affrontements armés, les catastrophes humanitaires, le chômage, la pauvreté, les crises idéologiques et politiques, poussent des populations désœuvrées dans le chemin de l'exil. Sous l'effet de la mondialisation, le local et le global se rejoignent, nourrissant les espoirs de ceux et celles qui sont les plus exposés, les plus affectés par les conflits sociaux et les privations de toutes sortes. On enregistre une augmentation des migrations et des déplacements dus aux conflits, aux persécutions, à la dégradation et aux modifications de l'environnement, ainsi qu'à une absence criante de sécurité humaine et de perspectives (OIM, 2018).

Ainsi, les conflits au Moyen-Orient, l'instabilité née du printemps arabe depuis 2011, les affrontements armés un peu partout notamment en Somalie, Erythrée et au Soudan du Sud, l'insécurité et la panique nées des agissements des groupuscules

islamistes fondamentalistes (Daesh, Chebabs, Boko Haram, ...) auxquels il faut rajouter le chômage, plongeant des populations à majorité jeunes dans le désespoir et les conduisant par milliers aux portes d'une Europe de moins en moins accueillante. Partout dans les pays de l'OCDE, l'actualité sur les migrants fait la une des médias, suscitant compassion et empathie pour les uns, peur puis rejet pour les autres, alimentés par la théorie xénophobe du remplacement des populations par celles venues d'ailleurs. On enregistre une percée des mouvements nationalistes un peu partout en Europe, prenant pour cible les migrants. Par la suite, les politiques en mal de popularité s'orientent vers des mesures de fermeté face à l'immigration, rendant les frontières de plus en plus hermétiques. En Juin 2018, le périple du bateau « Aquarius » affrété par SOS Méditerranée avec à son bord des centaines de migrants, montre les hésitations et les divisions des dirigeants européens quant à la question migratoire.

Paradoxalement, dans l'autre rive de la méditerranée les candidats au départ, de plus en plus nombreux, n'hésitent pas à braver mers et océans au péril de leur vie dans l'espoir d'atteindre l'eldorado européen. On le sait, la majorité de la population mon-

diale vit dans les pays du Sud, là où les capacités à utiliser cette main sont pour le moment très limitées. Par conséquent, les pressions à l'émigration en provenance des pays du Sud seront l'un des problèmes de développement les plus pressants des prochaines décennies (U. Schuerkens ; 2005) car il est clair que soit les richesses iront là où sont les hommes, soit les hommes iront là où sont les richesses comme le disait en préface C. Condamines (C. Daum, 1993 :12).

### • Une migration ancienne des Comoriens dans l'Océan indien

Les migrations massives de Comoriens dans la région indianocéanique remontent à la fin du XIXème siècle, avec l'arrivée des premiers explorateurs européens dans l'archipel. Des accords successifs conclus parfois sous la contrainte, entre sultans et planteurs européens au sujet des surfaces cultivables, vont avoir des conséquences désastreuses pour les populations, avec les dépossession foncières qui s'en suivront. La signature des accords de protectorat en 1886 ne fera que renforcer cette main-mise coloniale et intensifier les mouvements de populations fuyant les travaux serviles. Déshérités et acculés à la précarité avec la confisca-

tion de leurs terres, les comoriens vont se lancer dans les chemins de l'exil et commencer à s'installer dans les pays de la sous-région. Dans la même période, d'autres comoriens vont émigrer vers ces pays voisins (Zanzibar, Kenya, Tanzanie, Madagascar) pour commercer ou poursuivre des études religieuses (A. Barbey, 2007 : 17).

Entre 1892 et 1896, plus de 15 000 personnes seraient parties de la Grande Comore pour un exil à Zanzibar (J. Martin, 1983). Jusqu'au début du XXème siècle, avec les difficultés économiques et les pressions liées aux obligations familiales et coutumières dont le « Anda na mila » ou grand mariage, les mouvements vers Zanzibar alors sous dynastie omanaise des Al-Bu Saïd (1832-1964) puis tardivement, vers Madagascar vont se multiplier. Avec la colonisation des trois îles en juillet 1912, les contraintes de l'indigénat inciteront bon nombre de Comoriens à regagner Zanzibar ou Madagascar où l'on pouvait s'assurer un statut meilleur (Vérin, 1994 : 13). Comme partout en Afrique, l'instabilité engendrée par le système colonial au niveau du monde paysan accélère la migration et beaucoup de démunis sont contraints à l'exode ou au chômage (C. Vidrovitch, 1972 : 159) et

dans ce contexte, les dépossédés avaient le choix de la soumission ou de l'exil.

De par leur proximité géographique et religieuse, les Comores et Zanzibar ont longtemps entretenu des relations séculaires. Cette relation forte établie avec le sultanat d'Oman a permis aux Comoriens d'avoir une situation sociale enviable quoique intermédiaire dans la société zanzibari (A. Ouledi, 2016 : 27). A Zanzibar les Arabes étaient certes minoritaires mais constituaient une oligarchie détentrice du pouvoir économique, politique et tiraient leurs profits de l'exploitation des Africains. Situés immédiatement en dessous des Arabes dans la pyramide sociale, on trouvait les Indiens, les Comoriens, les Goans et les Swahili proprement dits. Cette masse hétérogène d'environ 7% de la population représentait en fait la classe moyenne des îles, allant de la très petite bourgeoisie à la haute bourgeoisie (C. Grandmaison, A. Crozon ; 1998 : 97). (suite dans notre prochain numéro)

**YOUSSEUF Mohamed Youssouf**  
Professeur en lycée professionnel  
Doctorant en Territoires, Sociétés,  
Développement, EHES-Paris



**UNION DES COMORES**  
Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES (DGRH)

Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien, (SWIOFish1)- P132123/P132029

Appel à candidature pour le recrutement d'un Responsable en Sauvegarde Environnementale et Sociale du projet SWIOFish1

Date de l'avis : 31 Mai 2019

1. L'Union des Comores a reçu un don de l'Association Internationale de Développement et du Fond Mondial pour l'Environnement pour financer le coût du Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce fonds pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : **Recrutement d'un(e) Responsable en Sauvegarde Environnementale et Sociale du projet SWIOFish1.**

#### 2. Description des Tâches :

Sous la supervision de la Coordination du Projet SWIOFish1, le/la Responsable en Sauvegarde Environnementale et Sociale aura pour tâches de :

◇ Elaborer et diriger la mise en œuvre d'un plan d'action de régularisation des aspects environnementaux et sociaux relatifs aux activités du SWIOFish1 ;

◇ Procéder à la sélection environnementale et sociale des activités à réaliser par le projet ;

◇ Préparer des projets de TDRs pour les acti-

vités du projet nécessitant une étude d'impact et sociale séparée

◇ Approuver les rapports de l'étude d'impact environnemental et social en rapport avec les services environnementaux nationaux ;

◇ Conduire et faire le suivi environnemental et social des activités du projet ;

◇ Appuyer à l'élaboration et application des directives environnementales et sociales (clauses types et code de bonnes pratiques) ;

◇ Organiser et conduire les activités d'information et de formation sur les PCGES ;

◇ Appuyer à la mise en place d'une base de donnée « pêche et environnement » ;

◇ Veiller à l'application des procédures de gestion environnementale comorienne et des bailleurs de fonds à la réalisation des sous projets ;

◇ Assister aux responsables concernés dans la prise en compte des aspects sauvegarde environnementaux et sociaux pendant la phase d'identification, de préparation du DSP et du DAO de SWIOFish1 ;

#### 3. Durée du travail du consultant :

La durée du contrat est de 12 mois renouve-

lable après confirmation de la qualité de travail fourni.

#### 4. Profil du Consultant :

BAC +4 ou l'équivalent d'un Masters, Ingénieur en sciences de l'environnement, en écologies, en foresterie, en Agronomie, etc. ou diplôme équivalent, ayant au minimum 5 ans d'expérience en étude d'impact environnementaux, en approche participative, approche basé sur le droit et les méthodes de recherche sociale sur les infrastructures

5. Le Consultant (Consultant Individuel) sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives : **Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Janvier 2011 et révisées en juillet 2014.**

6. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure

locale).

7. Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, etc.,** doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le vendredi 14 Juin 2019 à 10 heures, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Monsieur le Coordonnateur national et portant la mention: « **Recrutement d'un(e) Responsable en Sauvegarde Environnementale et Sociale du projet SWIOFish1** »

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et de Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien (SWIOFish1) – Direction Générale des Ressources Halieutique – Moroni – Hamramba – BP : 41 –**

**E-mail : swiofish.comores@gmail.com - Tél : (269) 763 64 22**